

La Gazette des Comores

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4334 - Lundi 13 Mars 2023 - Prix : 200 Fc

SANTÉ PUBLIQUE :

Les étudiants de l'école de santé sensibilisés sur les faux médicaments



L'Anamev a lancé une campagne de sensibilisation sur les faux médicaments, à l'attention des étudiants de l'école de santé. Cette campagne avait pour but de les sensibiliser sur le danger d'un faux médicament ou les médicaments mal conservés.

La lutte contre le trafic des faux des médicaments et la vente des médicaments à qualité inférieure constituent une priorité de santé publique au niveau international. Aux Comores, l'Agence nationale des médicaments et des évacuations sanitaires (ANAMEV) a pris son bâton de pèlerin dans le but de mettre fin à ces pratiques illicites. Vendredi 10 mars dernier, une campagne de sensibilisation contre les faux médicaments a été menée à l'endroit des étudiants de l'école de santé.

Cette campagne avait pour objectif de les sensibiliser sur le danger d'un faux médicament ou des médicaments mal conservés.

Devant une salle comble, le responsable du service d'enregistrement à l'Anamev, Youssouf Mohamed Mbaé a expliqué que ces médicaments sont rentrés illégalement dans le pays et sont vendus pour la plupart dans les marchés, dans les épiceries et peuvent causer des dommages très graves chez les individus. « Il est primordial de se rendre dans les pharmacies afin d'acheter un médicament très sûr. Le pharmacien est là aussi pour conseiller sur la prise des médicaments et sur leur conservation. De plus, un médicament doit être conservé dans une température ambiante pour qu'il soit plus sûr », a-t-il expliqué, avant d'ajouter que les étudiants doivent assurer le relais.

De son côté, la cheffe de service pharmacovigilance à

l'Anamev Mhaza Hassane précise que ce projet de haute envergure va continuer dans toutes les facultés pour sensibiliser le maximum d'étudiants sur les dangers liés aux faux médicaments. « Nous avons commencé avec les étudiants car ils ont la facilité de transmettre ce message à leur entourage. Cette sensibilisation va continuer et nous espérons le faire dans les îles, dans les communautés pour atteindre également ces vendeurs pour qu'ils comprennent que c'est dangereux de vendre des médicaments non appropriés. L'idée est d'aider la population pour que chacun s'approprie cette sensibilisation », indique-t-elle avant d'ajouter que « l'Anamev travaille en symbiose avec la brigade des douanes pour stopper l'entrée de ces médicaments de contrefaçon mais d'autres rentrent par d'autres voies ».

LIRE SUITE PAGE 3

SANTÉ PUBLIQUE

L'hépatite B, cette maladie qui tue en silence est en forte propagation à Mohéli

Dans le cadre de la prévention de l'hépatite B aux Comores, la direction de la santé de Mohéli a convié les médias dans un point de presse qui s'est tenu mardi 7 mars dernier dans leurs locaux. Selon les responsables, la propagation de l'hépatite B à Mohéli est alarmante. Le taux de prévalence dans l'île a largement dépassé les 11%. Les autorités insulaires appellent la population à se faire dépister afin de connaître son statut sérologique dans le but de se faire vacciner contre l'hépatite B pour une meilleure prévention.

"Le taux de prévalence de l'hépatite B aux Comores est de 6% mais ce pourcentage varie d'une île à l'autre. Nous avons fait un dépistage massif dans les différentes localités de l'île sur les femmes enceintes ainsi que sur les jeunes et nous avons remarqué que les résultats sont alarmants par rapport à ceux des autres îles » témoigne Dr Sitty Fatima Mohamed Dakoïne, médecin référent VIH-SIDA et Hépatite

Virale à Mohéli lors d'un point de presse tenu mardi 7 mars dernier à la direction régionale de la santé, dans l'objectif d'apporter plus d'éclaircissements sur cette maladie silencieuse.

L'hépatite B est une infection du foie potentiellement mortelle causée par le virus de l'hépatite B appelé VHB. Ce virus peut provoquer des infections chroniques et entraîne un risque important de décès par cirrhose ou cancer du foie pour les personnes exposées. Selon Dr Sitty, cette maladie est en forte augmentation dans l'île. « Une campagne de sensibilisation effectuée en 2019 par OCOPHARMA (office comorien des produits pharmaceutiques) prouve que le taux de prévalence de l'hépatite B à Mohéli était de 11%, contrairement à Ngazidja qui était de 6% » précise-t-elle avant de s'étaler sur le mode de transmission de cette maladie.

L'hépatite B, selon la conférencière, se propage souvent de la mère à l'enfant lors de la naissance. Le VHB peut aussi se transmettre par la réutilisation des piqûres d'aiguilles,

tout objet tranchant, les tatouages, les piercings et l'exposition à du sang ou à des liquides biologiques infectés comme la salive, les écoulements menstruels, les sécrétions vaginales ou le liquide séminal. La transmission sexuelle est très répandue chez les personnes non vaccinées ayant des partenaires sexuels multiples.

Ce virus est détectable sur une durée allant de 30 à 60 jours après l'infection. « La plupart des individus nouvellement infectés ne manifestent aucun symptôme. Néanmoins, certaines personnes présentent une affection aiguë, avec des symptômes qui persistent sur plusieurs semaines, notamment un jaunissement de la peau et des yeux, une coloration sombre des urines, une fatigue extrême, des nausées, des vomissements et des douleurs abdominales » explique le médecin référent.

Il est à noter qu'il n'existe pas, selon Dr Sitty, de traitement spécifique contre l'hépatite B aiguë. Par conséquent, des soins visent à préserver le confort du malade pour



permettre au patient de vivre pendant quelques années. Toutefois pour prévenir cette maladie, il existe un vaccin sûr et efficace, procurant une protection de 98 à 100% contre la maladie. « Ce vaccin a été introduit aux Comores depuis 2004, mais à Mohéli les gens ne veulent pas se faire dépister. D'ailleurs l'OCOPHARMA avait renvoyé ces vaccins à Moroni car ils étaient en

cours d'expiration. J'appelle la population à se protéger de cette maladie qui tue en silence » lance Dr Sitty Fatima Mohamed Dakoïne. Prévenir l'hépatite B permet d'éviter les complications que cette pathologie est susceptible d'entraîner, notamment l'apparition d'une forme chronique ou d'un cancer du foie.

Riwad



Union des Comores
Unité- Solidarité – Développement

SOCIÉTÉ NATIONALE COMORES CABLES S.A

Le Directeur Général Moroni, le 07 mars 2023

N°2023- /DG/CCA/tsf

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET (AMI)
N°2023-01/CC

Recrutement d'un Cabinet d'Audit pour audition des Etats Financiers de la Société Nationale COMORES CABLES SA, de l'année 2022

CONTEXTE

Dans le cadre de la clôture des états financiers comptant pour l'exercice 2022, la société Nationale COMORES CABLES SA souhaite recruter un Cabinet d'Audit pour l'audition de ses comptes de l'exercice susmentionné.

L'objectif de l'audit est de permettre à l'auditeur, d'exprimer une opinion professionnelle indépendante sur la situation financière de la société pour l'exercice 2022.

PROFIL DU CABINET D'AUDIT


Le Cabinet doit être un cabinet d'expertise comptable et d'audit financier, membre de l'Ordre des Comptables des

Comores ayant une expérience pertinente et confirmée en matière de comptabilité et audit financier, réalisant au moins 2 missions similaires.

Les cabinets intéressés sont invités à soumettre leurs manifestations d'intérêt à l'adresse ci-dessous pendant les heures de travail, **du lundi au vendredi de 8h00mn à 15h00mn au plus tard le 17 mars 2023.**

L'adresse de dépôt :
Direction Générale de la société Comores Câbles SA
BP : 2472 Moroni. Tel : +269 773 17 97

Le Directeur Général
MZE MOHAMED IBRAHIM



Annnonce de recrutement

Coordinateur Qualité, Santé, Sécurité, Environnement et Sûreté (H/F)- Comores

Afin de renforcer notre équipe, nous recrutons un(e) « Coordinateur QSSE et Sûreté » pour notre Terminal de Ciment à Moroni .

Type de contrat: CDI
Poste basé à Moroni

Vos missions

- Assurer le respect des réglementations en vigueur (inspection et contrôle obligatoire)
- Appliquer les exigences et directives du groupe et suivre son implémentation
- Sensibiliser le personnel et les sous-traitants
- Suivre les projets du groupe
- Assurer l'analyse des risques de chaque poste et la réalisation des plans d'actions
- Analyser les dangers et risques avec les collaborateurs extérieurs avant tout travaux et établir ensemble le plan de prévention
- Reporter les accidents et incidents et assurer la mise en œuvre des actions correctives
- Appliquer les sanctions relatives à toutes infractions aux procédures de sécurité
- Réaliser les rapports au niveau de la région
- Assister aux diverses réunions sur l'amélioration du système de management QSSE (Usine,

Région, Groupe)


- Suivre les indicateurs de performance mensuels
- Assurer l'application des exigences dans la norme ISO 9001
- Analyser les aspects environnementaux significatifs
- Mettre en place un plan de management environnemental (PME) et faire son suivi
- Mettre en place un système de gestion des déchets
- Accompagner la démarche d'auto-évaluation des risques des collaborateurs
- Suivre l'implémentation (la mise en place) des plans d'actions pour la sûreté
- Proposer des adaptations des systèmes de sécurité existant afin de répondre aux contraintes locales et leurs évolutions.
- Appuyer les équipes exploitation pour leurs opérations (déchargement bateau, production)
- Interlocuteur avec le service IT de la Région en cas de maintenance ou de problèmes réseau

Votre profil

- Vous êtes idéalement issu(e) d'une formation de niveau Bac+5 dans le domaine HSE.
- Vous bénéficiez d'une expérience similaire d'au moins 5 ans, dans un environnement industriel.
- Vous avez une capacité à respecter les délais et procédures
- Maîtrise des langues étrangères (français et anglais)
- Bonne capacité organisationnelle et méthodique
- Esprit de rigueur et d'initiative

Si vous êtes prêts à relever ces challenges avec nous, merci d'envoyer votre candidature (CV, lettre de motivation, ...) avant **le 17 mars 2023 à l'adresse mail suivante:**
mohibacabaco.nadjida@cementis.io

CEMENTIS Moroni
Ancien aérodrome de Moron



SANTÉ PUBLIQUE :

Les étudiants de l'école de santé sensibilisés sur les faux médicaments

Suite de la page 1

Pour ces étudiants, le message est bien assimilé. Rencontrée à école de santé Frahati Archidine, étudiante en licence 2 se réjouit de participer à une telle conférence. « Durant deux heu-

res, on nous a expliqué sur le danger des médicaments contrefaits ou achetés dans les marchés informels. Je m'engage à faire la prévention chez moi. Au cours de la discussion, j'ai appris que même les médicaments que nous recevons de l'étranger, nous devons toujours demander l'aval d'un

médecin ou d'un pharmacien avant de les utiliser. Nous devons également bien les conserver. Désormais je l'expliquerai bien à mes proches », déclare-t-elle.

Rappelons que certains produits médicaux falsifiés sont visuellement identiques aux produits authentiques

et sont très difficiles à détecter. Raison pour laquelle, il est recommandé de se rendre à la pharmacie pour l'achat de tout médicament afin d'éviter les risques qui peuvent causer des maladies graves voire même la mort. Il est à noter aussi que les médicaments mal conservés sont aussi un

risque et en cas de doute sur un médicament, il est nécessaire de prendre conseil auprès d'un pharmacien le plus vite possible.

Andjouza Abouheir

DIPLOMATIE

Le président Azali à la remise du prix UNESCO

Le président Azali Assoumani a pris part à Malabo à la cérémonie de remise du prix international Unesco. Un prix, récompensant les meilleurs chercheurs dans le domaine des sciences de la vie. Quatre prix décernés à des scientifiques d'exception de l'Égypte, de la Chine, de Lituanie et de l'Ouzbékistan.

Le président de la République, président en exercice de l'Union africaine arrivé la veille à Malabo, la capitale de la Guinée équatoriale a pris la parole à l'occasion de la remise des prix aux lauréats de la sixième édition du Prix de l'UNESCO à Sipopo à quelques 15km de la capitale. Dans son intervention, le chef de l'Etat comorien félicite le gouvernement et les équato-guinéens pour avoir su « associer le nom de leur pays à ce prix prestigieux, qui honore aussi l'Afrique, par le financement et leur engagement depuis 2008, en faveur de la santé, de la sécurité alimentaire et de l'eau ».

D'après lui, les gagnants de cette année constituent « les symboles de cette marche entamée en commun, pour réaliser les objectifs définis dans le programme de développement durable à l'horizon 2030 de l'ONU, l'Agenda 2063 de l'Union

africaine et les priorités globales de l'UNESCO ». Pour le président en exercice de l'UA, sa présence à Sipopo est pour assurer aux initiateurs du Prix, de l'attachement de l'institution continentale à « la recherche en générale et celle qui concerne les sciences de la vie en particulier car elles contribuent à l'amélioration de la qualité de la vie humaine. »

Le président équato-guinéen Obiang Nguema Mbasogo a tenu à remercier le secrétariat du Prix et les membres du jury pour, selon ses propos, leur excellent travail qui a permis le succès de cette septième édition, allant même jusqu'à recom-

penser ces esprits brillants et leurs recherches s'ajoutent à la liste des réalisations exceptionnelles de la communauté scientifique. « C'est cette préoccupation pour le bien-être du monde qui m'a également encouragé à financer plus de 30 millions de dollars pour créer le Fonds africain contre la faim en tant que don à la FAO, pour soulager la souffrance des ressources humaines et apporter des solutions efficaces aux problèmes de la faim qui affligent les peuples d'Afrique », a déclaré le président équato-guinéen.

Et de poursuivre: « Je ne peux manquer de réitérer mes félicitations, non seulement aux quatre lau-

réats d'aujourd'hui, mais à tous les scientifiques et chercheurs qui, dans le cadre de ce Prix, ont montré qu'ils veulent et peuvent changer le monde, parce que leur désir de se surpasser, leur curiosité intellectuelle et leur capacité humaine à soutenir un effort inlassable, leur ont permis de remplir une mission essentielle au service du bien-être de l'humanité. »

D'après la directrice de l'UNESCO, Audrey Azouly, ce Prix récompense des recherches exceptionnelles qui ont contribué à améliorer la qualité de la vie humaine. « Les sciences de la vie possèdent un très haut potentiel de progrès médical

mais aussi de gestion plus responsable de nos ressources naturelles », a-t-elle souligné.

Les quatre lauréats ont chacun reçu 87 500 dollars. Ces scientifiques sont: l'égyptien Moussa Attia Abdel-Wahhab. Créateur de la société égyptienne des sciences des produits hala en 2016. Ce professeur au département de toxicologie alimentaire et de contaminants au centre national de recherche est l'inventeur des techniques permettant de réduire les pertes alimentaires, et d'améliorer la sécurité alimentaire.

Maoulida Mbaé



Azali à Malabo pour le Prix UNESCO.

Dr Yigong Shi, président fondateur de l'université chinoise de Westlake axé sur la recherche. Le professeur Shi est récompensé pour ses recherches révolutionnaires qui ouvrent la voie à la conception de thérapies innovantes dans le traitement des maladies génétiques débilantes.

Almira Ramanaviciene, la lituanienne est professeur à l'université de Vilnius où elle dirige le centre nanotechnologie et des sciences des matériaux. Elle est distinguée pour avoir développé des immunocapteurs capables de surveiller les niveaux de protéines dans le corps humain avec plus de précision. Ce

qui permet aux médecins de diagnostiquer les maladies avec plus de précision et mieux suivre leur évolution.

Et enfin le professeur Ibrokhim Abdurakhmonov de l'Ouzbékistan fondateur en 2012 du centre de génomique et de bio informatique qu'il dirige. Il est récompensé pour avoir élaboré des marqueurs moléculaires pouvant être utilisés pour identifier les caractéristiques souhaitables du coton, telles que la résistance aux maladies, la qualité supérieure des fibres et un rendement plus élevé, susceptible de stimuler la production de coton.

CONSOMMATION :

La FCC exige des mesures pour lutter contre la contrefaçon

Suite à la sortie médiatique du directeur général de l'institut national de recherche pour l'agriculture la pêche (INRAP), Hamza Abdou Azali interdisant la vente des tomates concentrées Musush Narda, la fédération comorienne des consommateurs (FCC) salue le courage de l'Inrap pour cette investigation. Par la même occasion elle exige une mise en place des mesures pour lutter contre la contrefaçon, dont des certificats de conformité pour chaque produit entrant.

Le directeur de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, la pêche et l'environnement (Inrape), Hamza Abdou Azali et le chef du département des contrôles sanitaires des aliments se sont exprimés sur quatre marques des tomates contrefaites constatées dans le pays il y a quelques semaines. Il s'agit des marques Musush Narda et l'INRAPE n'a pas croisé les bras. « Nous avons notifié l'en-

treprise omanaise afin de savoir s'il a permis à d'autres entreprises de fabriquer ce produit, ou si elle a une filiale en Chine. Mais nous n'avons pas eu de réponse », avait déclaré Hamza Abdou Azali, la semaine dernière. Dans sa quête de vérité, l'Inrape affirme poursuivre son travail d'identification et la recherche d'un laboratoire étranger afin d'approfondir les investigations sur ces tomates et ainsi découvrir l'éventuel danger en cas de consommation de ces tomates.

Dans un communiqué, la FCC a rendu hommage au courage de l'INRAP pour leur investigation sur les produits alimentaires. Une investigation qui a permis de donner l'alerte à la vente des tomates concentrées Musush Narda. Elle exige la mise en place des mesures pour lutter contre la contrefaçon, dont des certificats de conformité pour chaque produit entrant. « Nous déplorons la légèreté avec laquelle le gouvernement par le biais des ministères et des services concernés

font leur contrôle qualité car malheureusement la majorité des produits importés sont de qualité médiocre et nuisent à la santé du consommateur », lit-on dans ce communiqué.

La FCC rappelle qu'en 2013 une analyse a été faite à la demande de Consumers International Afrique par un laboratoire agréé Sud-africain sur une purée de tomate Almudish fabriqué en PRC. « Celle-

ci n'avait révélé aucune trace de tomates mais les composantes heureusement pour nous n'étaient pas classées dangereuses. Force est de constater qu'aucune mesure n'a été mise en place pour pallier de telles commandes, d'où la récurrence », poursuit-il. Et d'ajouter : « Souvenez-vous que l'huile d'olive, qui a fait grand bruit à l'époque, venait de France en passant par Mayotte. Il nous a fallu mobiliser

des amis parlementaires français et d'anciens diplomates, pour que l'entreprise plusieurs fois condamnée en France demande à ses clients comoriens d'arrêter la vente et s'engager à les rembourser ».

La FCC exige de la transparence dans la gestion de ce dossier, de l'interdiction à la vente, de la saisie de la marchandise, de l'analyse du produit et des résultats. La FCC pour la protection du consommateur exige aussi une prise de conscience des conséquences sur notre population. Des mesures drastiques doivent être mises en place pour lutter contre la contrefaçon à savoir : exiger les certificats de conformité pour chaque produit entrant, instaurer des contrôles inopinés sérieux y compris chez les épiciers pour vérification des dates de péremption, les conditions de stockage et de conservation et enfin exiger des normes pour le transport, le conditionnement, les étalages des divers produits.

Nassuf Ben Amad





UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement

MINISTRE DES TRANSPORTS MARITIME ET AERIEN

PROJET CONNECTIVITE INTER-ILES DES COMORES

SELECTION DES CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE MONDIALE
SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET

Sollicitation de Manifestations d'Intérêt pour le Recrutement d'un spécialiste national(e) pour faire le suivi et la supervision des activités relatives au genre et à la protection contre la violence basée sur le Genre (VBG), l'Exploitation et les Abus Sexuels (EAS) du Projet Connectivité Inter-Îles des Comores (PICMC)

Date de l'avis : 09 mars 2023

1- Contexte

L'Union des Comores a reçu un financement de la Banque Mondiale à hauteur de 20 000 000 USD pour la préparation du Projet Connectivité Inter Îles les Comores (PICMC) à l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer le recrutement d'un(e) spécialiste national(e) pour faire le suivi et la supervision des activités relatives au genre et à la protection contre la violence basée sur le Genre (VBG).

2- Objectif de la mission

L'objectif général de ce poste est d'appuyer le projet dans la prévention, l'atténuation des risques et la réponse aux VBG, y compris l'EAS et le HS, et les activités sensibles au genre liées à sa mise en œuvre. Le Spécialiste du genre et de la VBG sera chargé du développement, le fonctionnement, la supervision et la coordination de ces activités du projet dans l'UGP et assistera le Coordinateur du Projet et les autres membres de l'UGP.

3- Tâches

- Superviser la mise en œuvre du plan d'action sur la VBG du projet, y compris toutes les mesures d'atténuation des risques liés à l'EES / SH incluses dans le plan d'action
- Veiller à ce que tous les aspects pertinents liés à l'EAS/SH soient inclus dans les instruments et la documentation du Cadre Environnemental et Social du projet, ainsi que dans tous les documents d'appel d'offres ou contrats liés à l'approvisionnement et aux engagements des entrepreneurs.
- Superviser le recrutement et le travail effectué par tout consultant ou prestataire de services engagé pour fournir une assistance technique externe en relation avec la mise en œuvre du plan d'action VBG du projet.
- Examiner le Code de Conduite éthique pour les travailleurs des sous-traitants et s'assurer que les éléments de prévention et de réponse à la VBG / EAS / SH sont très clairs et que les sanctions en cas d'inconduite sont bien stipulées
- Examiner et mettre à jour les documents suivants en liaison avec le fournisseur de services de VBG du projet :
 - * PGES du Client (PGES-E)
 - * Plan d'action VBG du projet
 - * Codes de conduite éthique des travailleurs
 - * Mécanisme de gestion des plaintes des travailleurs, en veillant à ce que le MGP soit sensible et réactif aux incidents EAS/HS
 - * Politique finale de l'UGP en matière de harcèlement sexuel
 - * Plans définitifs de l'UGP pour la communication et l'engagement communautaires

4- Profil du candidat

Le consultant doit avoir :

- Au moins une maîtrise en études de genre, études de développement, sociologie ou dans un domaine connexe avec au moins 5 ans d'expérience dans la réalisation de projets de genre et de développement.
- Au moins 4 ans d'expérience avérée dans la gestion de la mise en œuvre de pro-

jets de prévention et réponse VBG / EAS / SH lorsque cela est possible.

- Excellente connaissance des principes directeurs et de l'éthique qui régissent le travail avec les survivantes de VBG, une approche centrée sur les survivantes de VBG incluant les enfants survivants, et les bonnes pratiques dans la mise en œuvre des interventions de prévention et lutte contre les VBG/EAS/HS
- Excellente connaissance des principes éthiques entourant le traitement et la gestion des données sensibles sur la VBG et les survivantes.
- Compréhension avérée du cadre juridique, politique et institutionnel de l'Union des Comores pour la VBG, la protection de l'enfance et les questions connexes
- Expérience avérée dans l'application d'approches de changement de comportement dans la programmation.
- Expérience avérée de travail en partenariat avec les parties prenantes nationales et locales dans la mise en œuvre de projets.
- Expérience avérée de l'examen des documents de projet et contribution de fond aux stratégies de projet.
- Expertise en matière de suivi et d'évaluation, en particulier le suivi des progrès, la préparation de rapports de qualité et la documentation des bonnes pratiques.
- Excellente maîtrise du français et anglais, une bonne capacité de rédaction des rapports
- Une expérience de travail avec les enfants et les adolescents et les programmes de protection de l'enfance est un atout.

5- L'Unité de Gestion du Projet invite les candidats admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (Lettre de manifestation d'intérêt et de motivation, Curriculum Vitae, Références professionnelles et détails sur des prestations similaires, etc.).

6- Les termes de références sont disponibles et peuvent être demandés à l'adresse ci-dessous, en version électronique. La mission est prévue pour une durée de six (6) mois renouvelables.

7- Les critères d'éligibilité et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (Quatrième version November-2020« Sélection de Consultants Individuels (SCI) »).

8- Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et obtenir les termes des références à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : de 08 heures 30 min à 14 heures (heure locale de Moroni – Union des Comores) du lundi au vendredi.

9- Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou envoyées par email, aux adresses mentionnées ci-dessus au plus tard le jeudi 23 mars 2023 à 14 heures (heure locale de Moroni – Union des Comores) ; adressé à Monsieur le Coordinateur du Projet PICMC « **Manifestation d'intérêt N°2023/03/MTMA/PICMC/VBG Intitulé du poste** »

10- Projet Connectivité Inter-Îles des Comores - Moroni Coulée – Route Garage Mrikao –

Tél : +269733-21-63 - Email : connectivitecomoros@gmail.com copie : coordi.connectivitecomoros@gmail.com , rpm.connectivitecomoros@gmail.com

CAN U20

Des juges comoriens pour la petite finale

Petit à petit, l'arbitrage comorien commence à prendre ses marques sur le continent africain. Longtemps absent de la scène continentale, ces dernières années il s'affirme de plus en plus comme une valeur sûre en Afrique.

Vendredi dernier s'est déroulé au stade international du Caire, le match pour la troisième place entre la Tunisie et le Nigéria avec une victoire des nigériens (4-0). Battues respectivement par le Sénégal (3-0) et la Gambie (1-0) en demi-finale, les deux pays se battaient pour la troisième place. Pour cette rencontre, la commission de désignation a choisi de reconduire au poste de Commissaire de match Saïd Boukhtane "Fontaine" membre de la Fédération de Football des Comores. Président de la Commission du football des jeunes de la FFC, il siège également à la Commission du football des jeunes de la Confédération Africaine de Football. Déjà lors de la demi-finale entre la Gambie et le Nigéria, Saïd Boukhtane avait assuré avec brio le rôle de commissaire de match. Une performance qui lui a valu donc d'être désigné de nouveau

lors de la petite finale qui s'est jouée vendredi dernier au stade du Caire.

Si en soit cette désignation est un grand pas pour le football comorien, que dire du choix de Mohamed Athoumane "Soighir" en tant qu'arbitre central de cette rencontre. Le natif de Selea a été choisi pour officier lors de cette petite finale, une première pour l'arbitrage comorien à ce stade de la compétition. Une désignation qui sonne comme une fierté pour le président de la Ligue Régionale de Football de Ngazidja Kaissane Hassani. « Nous sommes fiers de ce que a accompli Soighir. C'est une fierté pour l'arbitrage comorien, mais aussi une reconnaissance faite aux arbitres de l'île de Ngazidja », s'est-il réjoui.

Précurseur de l'arbitrage comorien parmi d'autres, Dr Moussa Hamidou aujourd'hui instructeur CAF des arbitres plus particulièrement sur le plan physique, ne dit pas le contraire sur la performance de son jeune protégé. « On était ensemble jusqu'à son départ pour la préparation physique et athlétique. C'est une grande fierté pour nous instructeurs mais, surtout pour l'arbitrage comorien dans sa globalité », s'est-il exprimé non avec une cer-

taine émotion. Pour Dr Moussa Hamidou cette désignation n'est pas du tout une surprise au contraire, elle suit une logique de progression du jeune arbitre. « Pour nous, ce n'est pas du tout une surprise. Il aurait dû être à la CHAN n'eût été l'absence de formation pratique sur le VAR. Cette fois, il a eu le temps de le faire et les résultats on le voit aujourd'hui avec cette désignation » a conclu l'ancien joueur d'Etoile du Sud de Fombouni.

Selon un connaisseur du système de désignation de la CAF, l'arbitre comorien aurait dû être au sifflet pour la finale du 11 mars. La désignation d'un arbitre égyptien pour officier lors de cette ultime rencontre de cette CAN U20, relèverai d'une considération politique plus qu'autre chose. « C'est une mesure de consolation pour le pays organisateurs qui a été éliminé dès le premier tour de la compétition. C'est une pratique que la CAF utilise souvent pour atténuer une certaine frustration », a confié notre source sous le sceau de l'anonymat. Qu'à cela ne tienne, les comoriens n'ont pas boudé leur plaisir à suivre les performances de leurs ambassadeurs.

AS Badraoui



Arbitre Mohamed Attouane alias Sohir.

UNION DES COMORES

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche de l'Environnement, du Tourisme et de l'Artisanat



GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

جمهورية القمر المتحدة
ليما الحمرى كونا
وزارة الزراعة والصيد والرياح
والسياحة والتمويل

Projet d'Urgence d'Appui à la Production Agricole (AEFPF-Comores)

CELLULE D'EXECUTION DU PROJET

Don n°: 590015 5017604 / Projet n°: P-KM-A00-002

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

I. L'Union des Comores a reçu un financement du Facilité d'Appui à la Transition (FAT- Pilier I/ Réserves non allouées) sous forme de don de la BAD (FAD) évalué à 4,5 millions UC (soit 2 830 005 000 KMF pour couvrir le coût du Projet d'Urgence d'Appui à la Production Agricole et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce Don pour financer le recrutement « d'un (e) Assistant (e) Administratif (ve) et Financier (ère) du Projet, chargé (e) d'assurer le secrétariat du Projet et d'appuyer le service comptabilité dans l'accomplissement des tâches administratives et financières ».

II. Les services prévus au titre de ce contrat comprennent :

1. Appuyer le Coordinateur dans la gestion administrative du projet ;
2. Tenir la petite caisse et assurer son réapprovisionnement régulier ;
3. Assurer la gestion du véhicule ainsi que celle des motos ;
4. Gérer les petits achats ;
5. Assurer la tenue des stocks physiques des fournitures conformément au Manuel de procédures ;
6. Faire le suivi des immobilisations appartenant au Projet
7. Assister la comptable pour préparer la demande de décaissement à la BAD et les Etats Financiers ainsi que dans l'accueil des auditeurs ;
8. Toute autre tâche ou devoir qui peuvent lui être assignés par l'unité de coordination du projet.

III. La Cellule d'exécution du Projet d'Urgence d'Appui à la Production Agricole, invite les Consultants individuels à présenter leurs candidatures en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leurs capacités et expériences démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (lettre de motivation, curriculum vitae actualisé, référence de prestations similaires, etc.

La durée du contrat est d'une année renouvelable après évaluation satisfaisante.

IV. Profil du consultant exigé :

- Avoir au minimum le niveau BAC + 3 en économie, comptabilité/gestion ou autres domaines similaires ;
- Avoir une expérience d'au moins trois (3) ans en gestion administrative, comptable et financière dans une entreprise, organisme ou dans un Projet de développement ;
- Connaître les procédures des bailleurs notamment la BAD serait un atout
- Avoir une bonne maîtrise de la langue française ;
- La connaissance de la langue anglaise serait souhaitable
- Avoir une parfaite maîtrise de l'outil informatique (Word et Excel) ;
- Avoir l'esprit d'équipe

V. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes à la « Politique et méthodologie d'Acquisitions pour les opérations financées par le Groupe de la

Banque » en date d'octobre 2015, qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

VI. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : **du lundi au jeudi de 7h30mn à 14h30mn et le vendredi de 7h30mn à 11h30mn (heures locales de Moroni - Union des Comores).**

VII. Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous **au plus tard le 21 mars 2023 à 15 heures 00 min (heure de Moroni)** et porter expressément la mention « le recrutement « d'un (e) Assistant (e) Administratif (ve) et Financier (ère) du Projet chargé (e) d'assurer le secrétariat du Projet et d'appuyer le service comptabilité dans l'accomplissement des tâches administratives et financières ».

A l'attention du Coordonnateur National du Projet AEFPF
Monsieur Mohamed NADJIB YOUSOUF
Cellule d'Exécution du Projet (CEP)
Bureau : Direction Générale des Ressources halieutiques
Moroni - Union des Comores
Mobile : (+269) 345 34 69/(+269) 332 11 42
Email : Nadjib.cnaefpcomores.bad@gmail.com
aefpcomoresbad@gmail.com
aefpfrpm.comoresbad@gmail.com



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement



MINISTRE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDRAUCARBURES

SOCIETE NATIONALE D'ELECTRICITE DES COMORES

PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES

UNITE DE COORDINATION DU PROJET

APPEL A CANDIDATURE

Le Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores recrute pour son Unité de Coordination de Projet (UCP), un consultant spécialiste en Passation des marchés.

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de référence en envoyant une demande à l'adresse mail suivante : djaanfaree@yahoo.fr Cc : ministerenergie0921@gmail.com ou de prendre connaissance des termes de référence à partir du lien ci-après : <https://soneleccomores.com/termes-de-references-pour-recrutement/>

Date de publication : 09 mars 2023

Date limite de dépôt des candidatures : 29 mars 2023 à 12h30 heure locale de Moroni

1. PROFIL REQUIS

Le Spécialiste en Passation de Marchés de l'UCP devra :

- (a) Avoir un diplôme supérieur en Ingénierie, Administration, Passation des marchés, Droit, Finances, Commerce, Gestion, Économie ou domaines connexes (minimum Bac + 3) ;
- (b) Disposer d'une excellente connaissance en passation des marchés en général, et des procédures de passation des marchés des Banques multilatérales de développement : Banque mondiale (BM) ou des institutions internationales comme la Banque Africaine de Développement (BAD), l'Union Européenne, les organisations des Nations Unies, etc. ;
- (c) Disposer d'une expérience professionnelle de cinq (5) ans minimum dont trois (3) ans au moins à un poste de passation des marchés dans le secteur public ou privé. L'expérience dans un projet sur financement d'un Bailleur de fonds extérieur notamment des Banques multilatérales, en particulier de la Banque mondiale est un atout ;
- (d) Avoir une bonne capacité de résolution des problèmes liés à la passation des marchés ;
- (e) Avoir une maîtrise du français, la connaissance de l'anglais est souhaitée ;
- (f) Avoir une maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Power Point) ;
- (g) Avoir une bonne aptitude pour la communication et le travail en équipe.

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Personnalité :

- Avoir le sens de l'initiative et capacité de travailler en équipe avec un minimum de supervision,
- Le sens de la rigueur et de l'organisation ;
- Etre honnête et intègre ;
- Disposer de bonnes aptitudes de communication et de travail en équipe.

Atouts :

- Expériences dans les projets financés par les partenaires techniques et financiers (BM, BAD, UE, AFD, BID, etc.).

2. LIVRABLES ET PERIODICITE

Rapports mensuel, trimestriel et semestriel sur les réalisations significatives

PERIODE ET CRITERES DE PERFORMANCE

Durée du contrat

Le premier contrat sera d'une durée de 12 mois avec une période d'essai de 6 mois renouvelable une fois.

Si à l'issue de cette période de 12 mois, l'évaluation des performances est satisfaisante, le contrat sera d'un an, renouvelable selon les conclusions du rapport annuel d'évaluation de chaque année.

3. CONSTITUTION DU DOSSIER

1. Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :
 - Une lettre de motivation adressée à madame la Secrétaire Générale du Ministère de l'Energie de l'Eau et des Hydrocarbures
 - Un curriculum-vitae actualisé ;
 - Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle ;
 - Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;
 - Une copie de la CNI ou Passeport.
 2. Bien plus, le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique, de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé ;
- Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.
- Les dossiers de candidature seront déposés au secrétariat général du Ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Hydrocarbures, sis à Mdé, Ex CEFADER

4. CONDITIONS D'EMPLOI

- Le Spécialiste en Passation des Marchés de l'UCP sera une personne physique et individuelle rattachée à l'Unité de Coordination du Projet ;
- C'est un poste individuel à temps plein ;
- Le Spécialiste en Passation des Marchés de l'UCP est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.